

# Atelier de formation des élus locaux

## Niamey, 19 et 20 décembre 2011 au LASDEL

### Les partenaires techniques et financiers et l'appui aux communes. (DAGOBI ELHADJ Abdoua , chercheur au LASDEL)

Depuis quelques décennies, les bailleurs de fonds, encore appelés « partenaires techniques et financiers (PTF), affichent une certaine méfiance vis-à-vis des structures étatiques en Afrique. Ils interviennent plus directement dans les « communautés » par le truchement des ONG auxquelles ils confient l'exécution des projets de développement. Avec la décentralisation, les communes apparaissent comme des partenaires tout indiqués car elles sont à l'interface de l'Etat et des « communautés ». Cependant, si ce partenariat constitue un moyen d'accroître l'accès au service public pour les populations, on peut s'interroger sur la justesse du dispositif mis en place ainsi que sur les dynamiques qui en découlent.

### Les types de services publics délivrés dans les communes nigériennes (OUMAROU Amadou , chercheur au LASDEL)

Au Niger, la délivrance des services publics locaux n'est pas seulement l'apanage des seuls services communaux. Les communes disposent de peu de ressources (humaines et financières) pour face à tous les services qui leur sont dévolues par les dispositions réglementaires.

Plusieurs autres acteurs interviennent dans la délivrance des services publics locaux. Il s'agit des services déconcentrés de l'Etat, des projets et ONG, des associations et groupements et des usagers desdits services. Selon le mode de leur fourniture et les modalités de leur accès, les services publics fournis dans les communes peuvent être classifiés en plusieurs groupes.

L'exposé aura pour objectif de proposer une typologie des services délivrés dans les communes afin de lancer un débat autour des services qui sont réellement fournis par les communes et ceux délivrés par les autres acteurs dans les communes nigériennes.

### Avec l'appui financier de la coopération suisse

### Les élus locaux face aux défis de la santé maternelle et infantile. (DIARRA Aïssa , chercheur au LASDEL)

Le transfert de compétences et de ressources dont les principes sont déterminés dans les textes (lois n° 2002-012, n° 2002-013 et le code général des collectivités territoriales) n'est pas encore officiellement mis en place à nos jours. Toutefois, nous constatons que les élus locaux s'approprient de manière informelle et à des degrés divers suivant les communes, certaines des prérogatives qui leur sont théoriquement attribuées. Ainsi, dans le domaine particulier de la santé, ils développent des « normes pratiques » qui ne sont pas sans lien avec les défis qui traversent actuellement la santé maternelle et infantile et qui ont pour noms : « gratuité des soins », « centimes additionnels », évacuations sanitaires, mauvais comportement des personnels de santé, « primes à la performance », etc..

### Communes concernées

**Abala**  
**Abalak**  
**Banibangou**  
**Bengou**  
**Bermo**  
**Dogondoutchi**  
**Gorouol**  
**Ingall**  
**Kargui Bangou**  
**Koré Mairoua**  
**N'Gourti**  
**Ollélewa**  
**Shadakori**  
**Tillabéry**

### Calendrier:

#### lundi 19 décembre 2011:

8h45 à 9h: Discours d'ouverture du directeur scientifique  
9h à 10h30: OLIVIER de SARDAN Jean-Pierre : « Difficultés des communes : bilan des enquêtes du LASDEL »  
11h à 12h30: YOUNOUSSI Issa: « La gestion de l'eau dans les communes »  
14h30 à 16h: DAGOBI Abdoua: « Les PTF et l'appui aux communes »  
16h à 17h: projection de film sur la corruption

#### mardi 20 décembre 2011:

9h à 10h30: OUMAROU Amadou: « Les types de services délivrés dans les communes »  
11h à 12h30: DIARRA Aïssa: « Les élus locaux face aux défis de la santé maternelle et infantile »  
14h30 à 16h: MOHA Mahaman: « Les leçons tirées du fonctionnement des 1<sup>ers</sup> conseils communaux »

### Difficultés des communes: bilan des enquêtes du LASDEL. (OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, chercheur au LASDEL)

La décentralisation est un enjeu majeur pour le Niger. Mais elle a besoin d'un second souffle. Pour réformer de l'intérieur le fonctionnement des conseils municipaux, une analyse franche des problèmes est indispensable. Les communes ont eu à faire face à beaucoup de difficultés : non respect par l'Etat de ses engagements, réticences des agents de l'Etat à se dessaisir de leurs anciennes prérogatives et à « jouer le jeu » avec les communes, analphabétisme des élus, manque de formation des maires, incivisme fiscal, interventions désordonnées des projets, etc... Les conseils municipaux ont aussi eu leurs propres insuffisances : luttes factionnelles internes, mauvaise gestion, recrutement clientéliste des collecteurs de taxe ou des personnels municipaux, absentéisme de nombreux maires, pressions des partis ou des commerçants, etc... Sur la base d'un tel diagnostic, comment améliorer la qualité des services délivrés aux populations ?

### Transfert de compétences et gestion de l'eau dans les communes. (YOUNOUSSI Issa, chercheur au LASDEL)

Au Niger, la loi a transféré la gestion du secteur de l'eau aux communes. Mais dans ce domaine, comme dans bien d'autres domaines, le transfert annoncé des prérogatives de gestion de l'eau de l'Etat vers les communes n'est pas suivi d'un transfert concomitant de ressources. Dans bien des cas, les communes manquent cruellement de compétences et éprouvent des difficultés sérieuses pour assurer leur rôle. En tant que patrimoines des collectivités, la gestion des infrastructures hydrauliques relève de la responsabilité des acteurs qui existent avant les communes, qui ont souvent du mal à pouvoir prendre le contrôle en main.

L'exposé partira de la gestion des mini-AEP et des rapports entre la commune et les autres acteurs dans la gestion de l'eau pour mettre en lumière les difficultés éprouvent les communes dans ce domaine, et engager un débat autour de la question.

### Les leçons tirées du fonctionnement des 1<sup>ers</sup> conseils communaux. ( MOHA Mahaman, chercheur au LASDEL)

L'objectif principal de cette communication est d'analyser le fonctionnement officiel et réel pendant les premiers mandats des communes du Niger. Il s'agira à travers cette présentation de dresser un tableau sur le fonctionnement officiel des communes et la réalité quotidienne de la vie de celles-ci. Tout en se basant sur les premiers pas des communes de Dakoro, nous allons passer en revue la construction du projet communal. Des indicateurs comme l'analphabétisme de nombreux élus, l'absentéisme de nombreux maires, les luttes factionnelles et le renversement d'alliances locales, l'inexistence et la non fonctionnalité de commissions spécialisées, le manque d'outils de gestion communale, les difficultés dans l'élaboration et l'exécution des budgets communaux, le manque d'investissement sur fonds propres seront utilisés pour peindre le décor.